

AUX ÉTATS-UNIS, DEUX VOIES/VOIX POUR LA PROTESTATION: LE TEA PARTY ET OCCUPY WALL STREET

PIERRE GUERLAIN *



La colère terrible qui en a résulté a pris deux formes tout à fait différentes.

Robert Reich

Il peut sembler aujourd'hui que les deux mouvements de contestation, l'un démagogique et réactionnaire, l'autre progressiste et égalitaire, aient disparu de la sphère publique, mais l'un comme l'autre ont laissé des traces dans les débats, comme le montre le succès relatif à la fois des thèmes de campagne de Donald Trump, à la droite de la droite de l'échiquier politique américain, et de Bernie Sanders qui se déclare socialiste et se porte candidat à l'investiture du parti démocrate avec des thèmes qui sont les plus à gauche depuis les années du New Deal^{**}. Il reste donc pertinent d'étudier la matrice de ces deux types de discours qui illustrent assez bien le passage entre marge protestataire et institutions politiques plus conventionnelles¹. Le mouvement *Black Lives Matter*, né en 2013 après l'acquiescement du

* UNIVERSITÉ PARIS OUEST, NANTERRE

** Des versions différentes de deux de mes propres articles publiés l'un par *Agone*, « Le Tea Party : un mouvement protestataire financé par des milliardaires », n° 47, 2012, p. 145-165 et l'autre dans le livre d'Éliane Elmaleh et Jean-Philippe Melchior, *Résistances ; Voix citoyennes en marge des institutions politiques*, Éditions Cénomanes, Le Mans, octobre 2014 « OccupyWallStreet : Vie, mort et permanence d'un mouvement progressiste », p. 27-34 m'ont servi pour la rédaction de ce texte.

¹ Voir l'article de Robert Reich qui aborde les campagnes de Trump et de Sanders « The Revolt of the Ruling Class », 2 août 2015. Reich signale qu'en 2012, 79 % des Américains pensaient que le gouvernement était dirigé par des entreprises privées défendant leurs intérêts. <<http://robertreich.org/post/125702366950>>.

meurtrier d'un jeune Noir en Floride est centré sur la lutte contre la violence policière raciste mais participe du mouvement général de résistance impulsé par *Occupy*.

Nous aborderons donc ces deux mouvements de façon chronologique : tout d'abord le *Tea Party* puis *Occupy Wall Street* qui a débuté trois ans plus tard et a pris divers noms selon les lieux où les groupes militants se sont organisés (*Occupy Boston, Occupy Chicago ...*). La présentation plus succincte d'*Occupy* nous donnera l'occasion de souligner les différences entre deux types de mouvements, l'un téléguidé par les pouvoirs en place, qui n'est pas une protestation véritable, l'autre, d'inspiration libertaire et socialiste, qui cherchait encore sa voie.

Le *Tea Party* : une continuité historique réactionnaire

Il y a plusieurs façons d'aborder la naissance, puis le développement, de ce que l'on appelle communément aux États-Unis le *Tea Party* ou le *Tea Party Movement*, car il existe une multiplicité de groupes plus ou moins reliés en réseau entre eux. La plus fréquente et médiatique est de dater l'émergence de ce mouvement de la déclaration rageuse d'un journaliste, Rick Santelli, de la Bourse de Chicago (*Chicago Mercantile Exchange*) en février 2009, soit un mois après la prise de fonction d'Obama, qui reprochait au nouveau président démocrate de vouloir sauver les propriétaires qui n'avaient pas pu rembourser leurs prêts immobiliers auprès des banques. Il visait donc les victimes de l'irresponsabilité des banques dans le scandale des prêts immobiliers connus sous le nom de *subprimes*. Il affirmait la nécessité d'une « nouvelle manifestation du thé » qui rappellerait celle de 1773, lorsque des révolutionnaires américains avaient attaqué des bateaux britanniques pour protester contre le statut de citoyens britanniques payant leurs impôts à la couronne, mais privés du droit d'être représentés à la Chambre des communes. « *No taxation without representation* » (pas d'impôt sans représentation) étant alors le slogan que connaît tout Américain aujourd'hui.

Comme il est fréquent aux États-Unis, ce mouvement de protestation cherchait à s'inscrire dans l'histoire du pays et à dénoncer le déclin des valeurs et principes fondateurs. Déjà, cependant, il s'agissait d'un glissement métaphorique car, en 2009,

il n'était plus question de lutter contre la puissance coloniale (dont étaient issus les protestataires de 1773), mais de mettre en cause le surcroît d'impôts occasionné par le soutien financier soi-disant apporté à des acheteurs négligents. Le mot TEA devient alors un sigle pour *Taxed Enough Already*, (c'est à dire « on en a marre des impôts »). Depuis la Bourse de Chicago, le commentateur affirmait que la majorité des Américains ne voulaient pas payer pour les prêts immobiliers de leurs voisins. La rhétorique fondamentale n'avait rien de nouveau : les banques, pour le journaliste financier, n'étaient pas les causes d'éviction injustifiées ; le nouveau gouvernement démocrate était accusé de faire payer tout le monde pour sauver des incompetents. Rhétorique aux accents de darwinisme social, toujours déployée par la droite pour expliquer les problèmes économiques, en rendant les pauvres responsables de la crise ou les classes moyennes victimes de la largesse de l'État. Rhétorique anti-solidarité qui voyait dans la nouvelle administration une incarnation des démocrates redistributeurs et gaspilleurs de l'argent public². Le racisme visant un président noir fait partie du paysage idéologique de cette mouvance.

161

Évidemment, on comprend tout de suite la motivation idéologique d'une telle montée au créneau contre un président qui, en dépit de quelques tentatives keynésiennes de relance de l'économie, n'a pas fait la preuve de son désir d'aider les pauvres grâce au soutien de l'État. Pendant les années Bush, alors que les États-Unis dépensaient une fortune pour des guerres de choix qui détruisaient des milliers de vies et semaient ravage et destruction en Irak et en Afghanistan, il n'y avait pas eu de telles déclarations anti-impôts. Les années Reagan avaient vu les déficits se creuser à cause des dépenses militaires alors que les dépenses sociales étaient réduites. L'appel à la révolution faisait plus partie d'une stratégie de relations publiques que de référence historique, comme l'a bien

² Le DVD de Taki Oldham, *The Billionaires' Tea Party, How Corporate America Is Faking a Grassroots Revolution*, NTSC (ISBN : 1-932869-53-0) démonte tous les mécanismes de financement et montre les pancartes utilisées lors de nombreux meetings du *Tea Party*.

La partie de cet article qui traite du Tea Party est redevable aux nombreux articles de Paul Street sur le site ZNet ainsi qu'au livre qu'il a publié avec Anthony DiMaggio, *Crashing the Tea Party, Mass Media and the Campaign to Remake American Politics*, Boulder, Paradigm Publishers, 2011. Lire aussi l'article de Frank Rich, « The Billionaires Bankrolling the Tea Party » publié par le *New York Times* le 28 août 2010.

Lire aussi : Aurélie Godet, *Le Tea Party : portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Vendémiaire, 2012.

analysé Jill Lepore³. Aux États-Unis, la Constitution est un texte quasi sacré et les Pères fondateurs sont vénérés par presque tous les groupes politiques, hormis la gauche radicale. Faire référence à la Constitution et aux Pères fondateurs donne donc un surcroît de légitimité, y compris lorsque cette référence est purement sémantique et métaphorique.

Suite à la diatribe anti-Obama évoquée plus haut, anti-progressiste, antisolidarité qui n'avait de nouveau que son objet, les victimes des banques dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts, des groupes de *Tea Partiers* se seraient spontanément créés pour lutter contre l'interventionnisme supposé de la nouvelle administration démocrate. Cette dernière, cependant, avait envoyé tous les signaux qu'elle ne se situait pas dans une logique progressiste, socialiste ou social-démocrate. Au contraire, Obama avait nommé des ténors du néolibéralisme comme Summers et Timothy Geithner à des postes à responsabilité (respectivement, directeur du Conseil économique national et ministre des Finances) et sa campagne avait été en grande partie financée par Wall Street. Obama est, comme l'a dit Paul Krugman, « en pratique un conservateur modéré », ce qui le place, dans une perspective historique longue, très à droite dans le paysage politique américain⁴. Néanmoins, même lorsqu'un président démocrate se déplace à droite, comme Bill Clinton entre 1993 et 2001, par exemple, cela ne le protège pas d'attaques venant des secteurs les plus réactionnaires. Obama a capitulé face aux républicains sur les exonérations fiscales pour les riches et sur le plafond de la dette, mais il reste la cible d'attaques fantaisistes. Le paysage politique général n'a cessé de se déporter vers la droite, si bien que, sur le plan économique, les démocrates aujourd'hui sont plus réactionnaires que ne l'était Nixon dans les années 1970.

Ces groupes dits « spontanés », que l'on appelle *grassroots* en anglais (littéralement « racines de l'herbe ») pour souligner le fait qu'ils seraient composés à la base de citoyens ordinaires, ont proliféré et se sont organisés autour d'une lutte anti-impôts qui a tout de suite reçu l'appui de dirigeants du parti républicain, ainsi que le soutien financier de milliardaires comme les frères Koch,

³ Jill Lepore, *The Whites of Their Eyes. The Tea Party's Revolution and the Battle Over American History*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

⁴ *New York Times*, 29 juillet 2011. <<http://www.nytimes.com/2011/07/29/opinion/krugman-the-centrist-cop-out.html?partner=rssnyt&emc=rss>>.

qui dirigent le groupe *Americans for Prosperity* et sont actifs dans tous les mouvements antisyndicaux réactionnaires, dans l'État du Wisconsin, par exemple. Ces derniers sont les fils du dirigeant de la très réactionnaire *John Birch Society*. Ils dirigent et financent l'*American Legislative Exchange Council*, organisation qui travaille en sous-main dans de nombreux États fédérés pour abolir la liberté syndicale⁵. Dans la multiplicité de ces mouvements sont apparus des thèmes conspirationnistes et démagogiques que la presse a vite qualifiés de « populistes », terme sur lequel nous reviendrons plus loin. Il faut noter cependant que des « insurrections extrémistes » de droite ont souvent secoué le parti républicain, de McCarthy à Goldwater⁶.

Parmi les thèmes conspirationnistes, nous pouvons citer le fait que, pour certains, Obama n'était pas un citoyen américain, qu'il était né d'un père kenyan et que donc il ne pouvait être candidat à l'élection présidentielle, ce qui impliquait qu'il était un imposteur. On appelle ce groupe les *birthers*, car ils affirmaient qu'Obama n'avait pas publié son acte de naissance pour masquer sa forfaiture. Donald Trump faisait partie de ceux-là et semble ne pas avoir renoncé à ses idées délirantes et malfaisantes. Pour d'autres ou les mêmes, Obama était un socialiste ou un nazi, voire les deux ensemble, car les nazis ne s'appelaient-ils pas « national-socialistes » ? Il fut aussi accusé d'être communiste et dépeint en Lénine, ou musulman puisque son deuxième prénom est Hussein, ou encore d'être fasciste ou bien comparé à Hitler. Dès l'élection d'Obama, les ventes d'armes à feu avaient fait un bond, car on supposait qu'il réglementerait la vente de ces armes – ce qu'il n'a jamais tenté⁷. La conspiration cherche à salir une réputation, mais aussi et surtout à décrédibiliser tout discours progressiste en le rattachant à une horreur supposée,

163

⁵ Voir : Beau Hodai, « Publicopoly Exposed ; How ALEC, the Koch Brothers and their Corporate Allies Plan to Privatize Government. », *In These Times*, 11 juillet 2011, <http://inthesetimes.com/article/11603/publicopoly_exposed> ainsi que : Jane Meyer, « Covert Operations ; The Billionaire Brothers who are Waging a War against Obama », *The New Yorker*, 30 août 2010, <http://www.newyorker.com/reporting/2010/08/30/100830fa_fact_mayer?currentPage=all>.

⁶ C'est une idée exprimée par un auteur se revendiquant du conservatisme modéré, Geoffrey Kabaservice, *Rule and Ruin ; The Downfall of Moderation and the Destruction of the Republican Party*, Oxford U.P., 2012, p. 387.

⁷ Après une nouvelle tuerie, Obama a pris clairement position pour certaines formes de contrôle sur la vente d'armes, notamment des contrôles concernant la santé mentale des acheteurs d'armes à feu (qu'il ne veut pas interdire), <http://www.dailymotion.com/video/x38dqep_pour-barack-obama-permettre-ces-fusillades-est-un-choix-politique_news>.

socialisme, communisme, fascisme, ou même charia islamiste, parfois en mêlant au moins deux de ces sources de peur.

Il est possible que les groupes de citoyens ordinaires qui répandent ces rumeurs y croient, tant l'histoire récente américaine donne d'exemples de détournement de la colère des citoyens par des démagogues. Il est indéniable que beaucoup d'Américains d'origine modeste tiennent à leurs armes à feu et que le lobby des armes, la NRA (National Rifle Association), fait tout pour les entretenir dans ces idées. Les riches démagogues réactionnaires qui les financent et les orientent, comme le groupe *FreedomWorks*, ont certainement une vision moins simpliste du paysage politique américain. La lutte contre le *Big Government* et les déficits est une lutte anti-sociale, anti-écologique et extrémiste, qui vise à abolir ce que certains appellent « la main gauche de l'État », c'est-à-dire tous les programmes sociaux et d'éducation, tout en sauvegardant « la main droite de l'État », qui renvoie au complexe militaro-industriel et à l'univers carcéral. Ainsi, Reagan, le président réactionnaire qui a commencé à détricoter les programmes sociaux, mis en place par Roosevelt ou Johnson, avait réussi à convaincre une frange importante de la classe ouvrière que l'élite qui l'opprimait était composée d'universitaires ou de journalistes dits de centre gauche (*liberal*). Le groupe des « *Reagan democrats* » qui votaient contre leurs intérêts économiques et déjà contre l'État dit tentaculaire s'était créé lors de sa présidence⁸. Aujourd'hui, comme s'interroge Nicholas Carnes de l'université Duke, dans le *New York Times*, la question qui se pose dans l'arène politique semble se réduire à : « Pour quel millionnaire votez-vous ? » car « si les millionnaires étaient un parti politique celui-ci comprendrait environ 3 % des familles américaines, mais il aurait une supermajorité au Sénat, une majorité à la Chambre, une majorité à la Cour suprême et aurait placé son homme à la Maison Blanche. »⁹

Le *Tea Party*, contrairement à ce que les médias dominants en ont fait, s'inscrit donc dans une longue tradition réactionnaire appelée par commodité, mais de façon problématique, « populiste », qui cherche à annuler toutes les conquêtes sociales du xx^e siècle. Sur

⁸ Voir Thomas Frank, *What's the Matter with Kansas ? How Conservatives Won the Heart of America*, New York, Metropolitan Books, 2004.

⁹ « Which Millionaire Are You Voting For ? », 13 octobre 2012. L'auteur ajoute que si la classe ouvrière était un parti, elle n'aurait que 2 % d'élus au Congrès.

le plan des théories du complot, il s'inscrit dans la lignée de l'anti-communisme des années 50, de l'anticatholicisme du milieu du XIX^e siècle, et de l'antimaçonisme du début du XIX^e siècle. L'ennemi mobilisateur officiel est le socialisme imaginaire d'Obama ou sa foi musulmane également fantaisiste. La contestation s'organise, sur le plan rhétorique, autour de l'impôt et du déficit budgétaire des États-Unis qui seraient responsable des difficultés de la classe moyenne. Les États-Unis ont un taux d'imposition plus bas que dans la plupart des démocraties occidentales et si, effectivement, les déficits commerciaux et budgétaires sont un signe des difficultés économiques du pays, il faut savoir d'où ils viennent. L'état de guerre permanente, qui existe aux États-Unis depuis les années 1950 et qui fut dénoncé par le président Eisenhower lorsqu'il évoqua la puissance du « complexe militaro-industriel », est de plus en plus difficile à financer par un pays en déclin économique relatif. Les États-Unis passent d'un statut de créancier du monde à celui de débiteur. L'administration Clinton, pourtant interventionniste en politique extérieure, comme au Kosovo en 1999 (sans autorisation de l'ONU), avait rétabli l'équilibre budgétaire (surplus de 86 milliards de dollars) que les républicains ont ensuite détruit (plus de trois mille milliards de déficit)¹⁰.

165

Jeux idéologiques autour du populisme

Tout en gardant une rhétorique dite anti-élites, le *Tea Party* défend l'inégalité et le droit des possédants à garder leur fortune. Certes, parfois ses candidats ou thuriféraires disent de grosses bêtises ou montrent qu'ils ignorent la Constitution dont ils se disent les plus grands défenseurs. Parfois, il ne s'agit pas de bêtise lorsque les *Tea Partiers* affirment que leurs élus ne les représentent pas et sont enfermés dans une bulle élitiste qui n'a plus aucun contact avec les gens du peuple. Ce constat fort juste ne s'inscrit cependant pas dans un cadre progressiste, car il est annulé par les préconisations antisociales mises dans la tête des protestataires par précisément les représentants de l'oligarchie qui ne tiennent pas à défendre les intérêts et la dignité des Américains ordinaires.

¹⁰ Chiffres cités par Greg Palast dans un article de *Truthout* du 21 juillet 2011, « The Deficit Is Not Default of Obama », <<http://truth-out.org/its-not-default-obama-jail-gop-deadbeats-debt-crisis/1311268412>>.

Néanmoins, il faut s'intéresser aux raisons qui ont fait émerger un nouveau mouvement de protestation parmi les classes moyennes principalement blanches, même si ce mouvement est un allié objectif plus ou moins naïf des pouvoirs oligarchiques en place. Une partie des gens qui sont mobilisés ou organisés par le mouvement du *Tea Party* sont effectivement des laissés-pour-compte du néolibéralisme qui voient leurs salaires rognés au cours des années (le salaire moyen de 90 % des Américains, hors inflation, est aujourd'hui plus bas qu'en 1973). Ils comprennent que, quel que soit le parti au pouvoir, la situation de la classe moyenne ne s'améliore pas et comme tant d'autres victimes du néolibéralisme en France ou en Europe, ils sont tentés par une rhétorique xénophobe ou anti-pauvres pour appréhender leur propre relégation sociale, ou leur peur de la relégation¹¹.

Dans ce paysage de déclin et de déclassement, la gauche a quasiment disparu, sauf peut-être avec *Occupy Wall Street*, et le parti démocrate, comme ses équivalents grec ou du *New Labour* britannique avant le tournant pris par Jeremy Corbyn, est, de fait, néolibéral. Le discours dit populiste de droite parle des problèmes réels d'une frange de la population et les inscrit dans un cadre xénophobe et anti-intellectuel. Comme il est habituel dans les situations de crise, crises qui sont évidemment l'ordinaire du capitalisme, les divers groupes victimes du fonctionnement du système se déchirent et se rendent responsables de la crise, ce qui permet à l'élite du pouvoir de déplacer la colère¹². Le monde des affaires joue de la délocalisation et de l'immigration clandestine pour améliorer ses profits, mais n'hésite pas à utiliser le langage du multiculturalisme et de la diversité pour désamorcer la critique de ses pratiques. On peut reprendre ici le titre d'Emmanuel Todd « le libre-

¹¹ Il est de plus en plus fréquent d'évoquer le fascisme pour parler des États-Unis chez les auteurs de gauche qui toutefois soulignent les différences avec le fascisme historique italien. Voir Larry Portis, *Histoire du fascisme aux États-Unis*, Éditions CNT, 2008 ou encore un article sur le site militant *CommonDreams*, « The Rise of Fascism in America », Gary Alan Scott, 12 avril 2006, <<http://www.commondreams.org/views06/0412-32.htm>>.

Chris Hedges, *Is America 'yearning for Fascism'?* 29 mars 2010, <http://www.truthdig.com/report/item/is_america_yearning_for_fascism_20100329/>.

Matthew Rothschild, « Chomsky Warns of Risk of Fascism in America », *The Progressive*, 12 avril 2010.

¹² Sur la crise et les crises du capitalisme et les impasses de la gauche voir : Paul Mattick, *Business As Usual, The Economic Crisis and the Failure of Capitalism*, Londres, Reaktion Books, 2011, ainsi que Chris Hedges, *Death of the Liberal Class*, New York, Nation Books, 2010.

échange contre la démocratie »¹³. Ainsi le jeu complémentaire entre Wal-Mart et capitalistes d'État chinois qui appauvrit les travailleurs américains et lie les travailleurs chinois à des conditions de travail parfois quasi esclavagistes devient illisible sur le plan politique. Toute remise en cause de ce système aux États-Unis est immédiatement accusée de xénophobie antichinoise (ce qui peut effectivement être le cas lorsqu'une situation économique compliquée ne peut être appréhendée de façon systémique).

L'appel au peuple contre les élites du *Tea Party* l'apparente à un mouvement populiste. Les difficultés cependant s'accumulent dès que l'on utilise ce vocable. Tout d'abord, le financement et l'agencement des idées du *Tea Party* sont totalement élitistes, c'est-à-dire pensées par des milliardaires, les frères Koch, ou députés ultraconservateurs comme Rand Paul¹⁴. L'expression américaine « *astroturf* » (« gazon artificiel ») est utilisée pour décrire cette mouvance, car c'est tout le contraire de « *grassroots* ».

Le vocable « populiste », certes, renvoie souvent à des mouvements démagogiques d'extrême droite, mais aux États-Unis le terme a désigné un mouvement progressiste de la fin du XIX^e siècle. Issu des campagnes, il luttait contre le pouvoir des banques et les saisies des terres agricoles et des fermes. Le terme est longtemps resté proche du sens de progressiste, même s'il renvoyait à un mouvement qui réclamait plus de justice sociale dans le cadre de l'économie capitaliste américaine. Les définitions savantes du terme passent toutes par une affirmation sur la quasi-impossibilité de définir un concept aussi vaste et flou. Ainsi, le politologue Pierre-André Taguieff qui est l'auteur d'un article de référence sur le sujet écrit-il :

« Les usages récents du mot "populisme" semblent avoir pris le même pli que ceux du mot "fascisme" dans le langage ordinaire : le suremploi polémique a fait de ce terme une étiquette disqualificatoire et un opérateur d'amalgame permettant de stigmatiser, en les

¹³ C'est le titre d'un chapitre dans son livre *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008, qui est certes surtout centré sur la France, mais son constat sur le « libre-échange » vaut pour les États-Unis aussi.

¹⁴ Voir Rand Paul, *The Tea Party Goes to Washington*, New York, Hachette, 2011. Il est à noter que le chapitre sur la folie des dépenses militaires est tout à fait intéressant et pertinent, même si les ressources économisées par une réduction de ces dépenses ne seraient pas affectées aux programmes sociaux. On peut consulter l'ouvrage suivant comme source primaire sur le *Tea Party* : Scott Rasmussen et Douglas Schoen, *Mad as Hell. How the Tea Party Movement is Fundamentally Remaking our Two-Party System*, New York, HarperCollins, 2010. Ouvrage simpliste de la part de deux partisans du *Tea Party*.

rassemblant abusivement, un certain nombre de phénomènes sociopolitiques ou de leaders jugés détestables ou redoutables par celui qui les dénonce. »¹⁵

On voit que cette étiquette n'est pas très porteuse puisqu'elle mélange droite et gauche, progressistes et réactionnaires, hommes du peuple et oligarques et même si l'auteur propose plusieurs modèles de populisme en fin d'article, on se rend bien compte que cette nouvelle étiquette crée autant de problèmes qu'elle prétend en résoudre. Comme l'écrit Jacques Rancière : « Sous ce terme on veut ranger toutes les formes de sécession par rapport au consensus dominant, qu'elles relèvent de l'affirmation démocratique ou des fanatismes raciaux ou religieux. »¹⁶

Si le mot populiste renvoie à ceux qui font appel au peuple contre les élites, alors toute la gauche progressiste peut être délégitimée par ce vocable. Le terme ne sert plus à éclairer une discussion politique, mais à disqualifier, comme le dit Taguieff, l'usage populaire de ce vocable, mais cela s'applique aussi aux usages dits scientifiques des politologues. Il faudrait, si l'on suivait cette pente, classer parmi les auteurs populistes le sociologue C. Wright Mills qui a étudié « l'élite du pouvoir » et montré les relations et connivences entre groupes dominants et monde de stars artificiellement créées par un système d'hypercompétition. Si le *Tea Party* est populiste dans son acception négative courante en français, que dire de Bush ou Clinton ou des présidents français ou Premiers ministres britanniques ? Le *Tea Party* propose des analyses simplistes et tente de masquer son côté réactionnaire par une rhétorique en appelant au peuple, mais n'est-ce pas là l'ordinaire du monde politique ? Sa démagogie n'est pas en doute, mais celle-ci n'est-elle pas typique de tous les mouvements politiques dans une démocratie réduite aux campagnes électorales ? Au bout du compte, le mot « populiste » pourrait s'appliquer à quasiment tous les partis et perd donc sa valeur heuristique.

Il y a un jeu entre élites accusant un mouvement de populisme et l'utilisant en même temps. C'est ce que l'auteur Christopher Hitchens, au temps où il faisait partie de la gauche radicale, avait

¹⁵ « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 56, octobre-décembre 1997, p. 4-5. On peut aussi consulter en anglais l'article de Margaret Canovan, « Trust the people ! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, 1999, XLVII pp 2-16. L'auteur dit aussi que la définition du populisme est vague.

¹⁶ Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 88.

appelé « la manipulation du populisme par l'élitisme »¹⁷. Comme le souligne Serge Halimi : « De nos jours, le populisme a d'autant plus mauvaise presse que ceux qui écrivent (ou réécrivent) l'histoire appartiennent aux milieux privilégiés et fréquentent souvent, en tant qu'experts et commentateurs, les gouvernants et les industriels. »¹⁸ Les élites libérales américaines et les républicains du monde des affaires dénoncent publiquement le populisme ou les bêtises du *Tea Party*, mais, tout comme cette mouvance qu'en fait ils coproduisent, ils se refusent à analyser les structures de pouvoir et de domination sur un plan systémique. Mystification qui n'est pas bien neuve. Le *Tea Party* joue un rôle de complément utile, voire d'idiot utile, pour tous les groupes dominants qui tentent de masquer leur domination. Les idées de la classe dominante restent les idées dominantes, comme l'avait vu Marx, mais grâce à la captation gramscienne de la colère légitime d'une partie de la population, ce sont les victimes elles-mêmes qui se font les vecteurs des idées dominantes.

Le populisme du *Tea Party* est un mélange de colère et de recherche de bouc émissaire, comme c'est souvent le cas pour les mouvements démagogiques d'extrême droite. La colère prend des accents racistes ou xénophobes de la part de gens effectivement déclassés, d'une classe moyenne surtout blanche précarisée et qui cherche des responsables à la crise là où ils ne sont pas. Le malaise économique est bien réel et, en dépit du cri d'égoïsme revendiqué par Santelli, certains partisans du *Tea Party* sont eux-mêmes des victimes du scandale des *subprimes*, des gens qui ont perdu leur maison ou leur emploi délocalisé vers un pays à bas salaires. Le fonctionnement de la démocratie américaine, où l'argent joue un rôle déterminant dans le choix des candidats, aboutit à un choix entre deux partis aux différences idéologiques minimales. Ces deux partis ont coopéré dans le sauvetage des banques en 2008 sans songer à sauver leurs victimes, ce qui laisse peu de place à des espoirs de changement¹⁹. Le *Tea Party* s'engouffre donc dans un

169

¹⁷ Paul Street et Anthony Di Maggio, *op cit.* p 10. Le mot populiste étant pris dans son sens américain de progressiste ou populaire.

¹⁸ « La parenthèse populiste ; Comment la gauche abandonne le peuple », *Revue Agone*, 31-32, 2004.

¹⁹ Le sauvetage des banques et l'abandon des victimes de leurs agissements sont devenus structurels puisque, plus de 4 ans après le *bailout*, les banques continuent à bénéficier de la générosité de l'État, alors que presque rien n'est alloué aux ménages qui ont perdu leur logement. Voir l'article de Matt Taibbi dans *Rolling Stone* 4 janvier 2013, « Secrets and Lies of the Bailout », <<http://www.rollingstone.com/politics/news/secret-and-lies-of-the-bailout-20130104>>.

vide et s'empare d'un véritable malaise pour le recadrer selon des paramètres réactionnaires.

Les gens ordinaires qui sont effectivement très mobilisés par le *Tea Party* affirment vouloir lutter contre le *Big Government*, mais sont plus focalisés sur l'assurance maladie que sur le coût des guerres, et ils sont en général en faveur du système carcéral, contre la fermeture de Guantanamo et n'évoquent jamais le fait que les grandes sociétés échappent à l'impôt. Ce que les multiples groupes réactionnaires bien organisés qui alimentent la colère des *Tea Partiers* ont bien su faire, c'est s'inspirer des idées de Gramsci sur l'hégémonie culturelle²⁰. Ils ont su capter le mécontentement causé par le néolibéralisme et le rediriger vers une défense de la liberté, un thème américain par excellence, qui est surtout la liberté d'entreprendre jumelée à la liberté de coucher sous les ponts²¹. La démocratie est confisquée par les puissances d'argent et les décisions des élus vont très souvent à l'encontre des souhaits des citoyens. Le complexe militaro-industriel, c'est-à-dire l'oligarchie qui dirige le pays, utilise ces militants comme de bons petits soldats naïfs. Ceux-ci croient, ou disent croire, à une seconde révolution américaine et à un fantasme de rêve américain d'égalité des chances, mais ils travaillent surtout à un nouveau triomphe du darwinisme social, précisément celui induit par le néolibéralisme qui crée les conditions de leur déclassement et de leur colère.

170

Occupy Wall Street et ses ramifications locales

Le mouvement a débuté le 17 septembre 2011 à New York pour protester contre le pouvoir de la finance et donc semble avoir un ennemi commun avec le *Tea Party* qui attaque *Wall Street* tout en dépendant du financement de groupes ultraréactionnaires qui n'ont rien d'anticapitalistes²². Il est habituel de réduire son appellation à *Occupy* qui est devenu un appel à la mobilisation contre une institution. *Occupy* est une façon innovante de protester qui renoue

²⁰ Voir Susan George, *La Pensée enchaînée : comment les droites laïque et religieuse se sont emparées de l'Amérique*, Paris, Fayard, 2007.

²¹ On connaît la fameuse boutade d'Anatole France : « La majestueuse égalité des lois interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts, de mendier dans la rue et de voler du pain. »

²² Pour une rétrospective et une présentation en images, voir : Democracy Now ! « Occupy Wall Street Protesters Swarm NYC Financial District to Mark 1st Anniversary of 99 % Struggle », <http://www.democracynow.org/2012/9/17/occupy_wall_street_at_1_protesters>.

avec les actions de désobéissance civile que pratiquaient Martin Luther King et les partisans de la non-violence dans les années 1960. En effet, les participants aux manifestations refusaient de formuler des revendications précises adressées aux partis politiques, aux syndicats ou autres groupes reconnus. Pour ses militants, souvent jeunes et issus de tous les groupes ethniques, il s'agissait de mener un combat d'idées et notamment de dénoncer l'emprise de la finance sur l'économie américaine et l'inégalité. Le slogan « *we are the 99 %* » (nous sommes les 99 %) renvoie à l'idée qu'une toute petite minorité ploutocratique domine la vie politique et économique américaine, mais qu'elle pourrait être renversée par la puissance de la majorité du peuple. Certes, beaucoup ont fait remarquer qu'il s'agissait là d'une image et que les 0,01 % des plus riches voient leurs revenus augmenter de façon encore plus nette que les autres dans la catégorie des 1 % les plus privilégiés. D'autres ont expliqué qu'il existe des managers du système capitaliste qui ne font pas partie des 1 % les plus riches, mais détiennent du pouvoir. Néanmoins, ce slogan marque le retour dans l'espace public d'une parole militante qui insiste sur la question sociale et la place au centre des revendications.

171

De nombreux mouvements dits des indignés se sont créés, de l'Espagne à Israël, sur le même modèle d'intervention de type libertaire dans l'espace public. Syriza en Grèce avant les revirements de l'été 2015 participait de la même inspiration. *Occupy* a clairement indiqué que les New Yorkais s'inspiraient des manifestants égyptiens de la place Tahrir. La référence au petit livre de Stéphane Hessel²³ est explicite pour les indignés du monde entier. Dans l'espace américain, une différence essentielle entre le *Tea Party* et *Occupy* est précisément cette dimension internationale : le *Tea Party* est américano-centré et ne prend pas en compte ce qui se passe au-delà des frontières des États-Unis, alors qu'*Occupy Wall Street* a une dimension internationaliste. D'autre part, la diversité ethnique d'*Occupy* n'est pas mise en avant pour vanter le multiculturalisme, mais reflète une unité de vues entre groupes que l'on appelle « raciaux » en anglais. Cela représente une évolution significative par rapport aux années 1980 pendant lesquelles la gauche américaine, surtout sur les campus, avait limité ses interventions aux combats

²³ *Indignez-Vous!*, Paris, Stock, 2011.

pour l'égalité raciale et la promotion de la diversité ethnique. La réflexion en termes d'inégalité socio-économique a donc fait un grand retour. L'émergence de Bernie Sanders dans le débat public en 2015 marque le retour des classes sociales dans la conscience américaine.

Les buts du mouvement, qui furent parfois critiqués par certains militants politisés, sont de changer la conversation nationale, de faire évoluer les mentalités et par ce biais d'obtenir une répartition des richesses plus équitable aux États-Unis. Des économistes « libéraux », c'est-à-dire keynésiens comme Paul Krugman, soutiennent ces efforts, ce qui est un fait notable dans un contexte politique largement déporté à droite. Si *Occupy* semble avoir marqué le pas depuis le début 2012, à l'approche des élections présidentielles américaines, puis s'être quasiment éteint depuis, il n'en reste pas moins que la rhétorique de campagne d'Obama en 2012 semble avoir été influencée par ce mouvement. Le maire de New York depuis 2014, Bill de Blasio, a été élu grâce à ses positions ouvertement progressistes. *Occupy* est né en partie à cause d'une certaine déception vis-à-vis d'Obama qui, comme nous l'avons vu plus haut, n'a pas vraiment lancé de grands chantiers progressistes et a, d'ores et déjà, réussi à remettre les préoccupations de justice sociale à l'ordre du jour.

À New York, les militants d'*Occupy Wall Street* ont un temps occupé le parc Zuccotti avant d'en être délogés en novembre 2011. Partout, les forces de police sont intervenues assez brutalement ou ont infiltré le mouvement, que les médias dominants ont présenté de façon peu objective en assimilant les participants à des hippies sales ou à des sans-abri voire des oisifs²⁴. Ann Coulter, une égérie des républicains les plus à droite, les a comparés à des étudiants de Yale, qui eux sont brillants, pour faire croire que, par contre, seuls les *losers* et mauvais élèves participaient à ces manifestations, alors qu'un grand nombre d'étudiants et de professeurs des meilleures universités étaient dans la rue. Elle a évoqué pêle-mêle la Révolution française, Cuba ou les nazis comme prédécesseurs de ce

²⁴ Voir Michael Greenberg, « New York, The Police and the Protesters », *The New York Review of Books*, 11 octobre 2012, p. 58-61. Greenberg critique la « pureté des principes » d'*Occupy* qui est devenue une forme de corruption. Sur l'infiltration par le FBI, lire Naomi Wolf, « Revealed : how the FBI coordinated the crackdown on Occupy », *The Guardian*, 29 décembre 2012. L'article contient un lien qui permet d'accéder aux documents du FBI, <<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/dec/29/fbi-coordinated-crackdown-occupy>>.

mouvement²⁵. Certaines pratiques militantes évoquaient l'activisme des années 1960 au moment de l'opposition à la guerre du Vietnam et les tentatives de délégitimation de cette mouvance progressiste ont pu rappeler les rhétoriques réactionnaires de l'époque également.²⁶ Une pratique militante qui a interpellé est celle du « mégaphone humain » : les mégaphones étant bannis des manifestations, les messages des orateurs étaient relayés par une répétition organisée par vagues des premiers rangs vers les derniers. Ceci était supposé éviter les pièges du *star system* qui privilégie précisément ceux qui tiennent le micro.

Occupy est un mouvement qui se revendique comme populiste, le mot n'ayant pas les connotations négatives en anglais qu'il a en français. Comme son prédécesseur à la fin du XIX^e siècle, ce mouvement populiste vise les banques et les ravages qu'elles causent auprès des populations (agriculteurs au XIX^e siècle, classes moyennes victimes d'éviction de leur maison au XXI^e). La déréglementation des banques a favorisé la financiarisation de l'économie et la paupérisation des classes moyennes. Les deux partis politiques, démocrate et républicain, qui fonctionnent en duopole de l'offre politique font peu de choses pour défendre les intérêts des plus démunis, que Chomsky appelle le « précaire », créant ainsi un espace pour l'expression d'un refus et d'une colère que le *Tea Party* ne peut capter tant ses préoccupations restent peu sociales²⁷.

Durant un certain temps, le mouvement *Occupy* a joui d'une popularité certaine, ce qui indique qu'un nombre important d'Américains sont conscients qu'une lutte des classes, appelée *class war* (guerre des classes) en anglais, se déroule dans leur pays de façon de plus en plus aiguë. Dans le système démocratique actuel, les deux partis dépendent des mêmes sources de financement et produisent donc du faux consensus et de l'immobilisme. En choisissant délibérément l'action politique hors des élections, dans les rues, *Occupy* a tenté de redonner un sens au mot démocratie, comme le font les indignés espagnols qui parlent de *democracia real* (démocratie réelle). Ce mouvement s'est développé dans un

²⁵ <http://www.huffingtonpost.com/2011/10/04/ann-coulter-occupy-wall-street-nazis_n_993744.html>. Elle ajoute Obama et Michael Moore à ce catalogue à la Prévert.

²⁶ Voir Tom Hayden, From Port Huron to Occupy Wall Street, *The Nation*, 13 avril 2012, <<http://www.thenation.com/blog/167396/tom-hayden-port-huron-occupy-wall-street#>>.

²⁷ Voir Chomsky Noam, *Occupy*, Zuccotti Park Press, 2012.

creux ou un vide démocratique où les partis cessent d'exprimer la volonté populaire, mais au contraire tentent de la canaliser ou de l'endormir. On voit ainsi le président Obama faire, au plan national en septembre 2012, l'éloge des professeurs et de l'éducation, pendant que son ministre de l'Éducation et son ancien chef de cabinet, devenu maire de Chicago, Rahm Emanuel, s'évertue à briser une grève des professeurs à Chicago et à salir les syndicalistes qui la mènent.

Le sociologue Richard Sennett a vu dans *Occupy* l'invention d'une autre occupation de l'espace et notamment l'occasion de réoccuper les espaces habituellement interdits à la liberté d'expression publique²⁸. Cela relativise les annonces prématurées de la mort du mouvement peu après sa naissance. Mark Greif a publié une notice nécrologique d'*Occupy* dans *Le Monde* « Occupy Wall Street a un an ». Il écrit « Un an après, on peut considérer qu'*Occupy* a échoué dans la plupart de ses objectifs. »²⁹ Il note cependant que le sujet tabou des inégalités fait à nouveau partie des débats politiques. Frances Fox Piven, la spécialiste de la pauvreté et des mouvements sociaux, rappelle que tous les mouvements de protestation ont dû lutter pendant des décennies avant d'obtenir des résultats comme l'abolition de l'esclavage ou de la ségrégation³⁰. Un an d'existence était donc une période trop courte pour évaluer le succès d'*Occupy*. Le célèbre économiste keynésien Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, affiche son approbation des analyses et approches du mouvement dans un livre au titre sans ambiguïté : *The Price of Inequality (Le Prix de l'inégalité)*³¹. Néanmoins, plusieurs voix militantes critiquent les méthodes d'*Occupy* qui ont empêché le lien avec d'autres forces d'opposition. Greenberg, dans l'article du *New York Review* cité précédemment, critique la « pureté des principes » d'*Occupy* qui est devenue une forme de corruption. C'est précisément le refus de formuler des revendications claires et le refus de s'adresser à quiconque a du pouvoir qui furent pointés du doigt³². Dans un article publié dans *The Baffler* et repris par *Le Monde*

174

²⁸ « New Ways of Thinking about Space », *The Nation*, 24 septembre 2012, <<http://www.thenation.com/article/169758/new-ways-thinking-about-space>>.

²⁹ *Le Monde* daté 16 au 17 septembre 2012.

³⁰ « Occupy's protest is not over. It has barely begun », *The Guardian* 17 septembre 2012.

³¹ *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers our Future*, New York, Norton, 2012 (publié en français chez Les Liens qui libèrent).

³² Voir certains passages de « Gandhi and Occupy » de Norman Finkelstein, *Z Net*, 3 septembre 2012, <<http://www.zcommunications.org/gandhi-and-occupy-by-norman-finkelstein>>.

diplomatique, Thomas Frank, qui compare les deux mouvements *Tea Party* et *Occupy*, critique également ce manque de revendications et, surtout, le fait que la gauche universitaire ait été le seul vecteur de la protestation et se soit enfermée dans une approche carnavalesque. C'est là effectivement un grand problème de la gauche aux États-Unis, qui est plus souvent intellectuelle et universitaire, mais peu ancrée dans le social. Il critique la prédilection pour la théorie et l'absence de pratiques militantes durables, mais insiste peu sur les soutiens financiers du *Tea Party*, pourtant cruciaux³³. Le *Tea Party* est lui-même en posture moins favorable deux ans après son émergence artificielle, mais il perdure dans son influence idéologique auprès des républicains³⁴.

Le rapprochement entre deux mouvements protestataires, dont l'un n'est pas financé par les puissances d'argent du pays, permet de s'interroger sur ce qui constitue le succès en politique. Si le *Tea Party* a réussi à faire dériver le parti républicain encore plus à droite, à tel point que sur certains plans ce parti est un parti d'extrême droite assez classique, il ne faut pas en attribuer la raison à ses mobilisations, mais à ses soutiens financiers. Certains conservateurs voient même le parti républicain comme un mouvement qui n'est plus un parti, mais un mouvement extrémiste d'insurgés (*radical insurgency*)³⁵. Le *Tea Party* a donc continué la radicalisation extrémiste du parti républicain, car il renforce le pouvoir de l'oligarchie qui le finance. Son succès n'est pas étonnant puisqu'il va dans le sens des pouvoirs en place. Au contraire, *Occupy* rame à contrecourant, contre les forces d'argent, les deux partis et la police. Que ce mouvement ait réussi à lever l'hypothèque multiculturaliste tout en restant, bien sûr, ouvert à la diversité ethnique, et à remettre la réflexion sur la question sociale, la lutte des classes et l'inégalité dans le débat national est déjà un grand succès idéologique qui néanmoins n'a pas eu de traduction

175

³³ « To the Precinct Station: How theory met practice... and drove it absolutely crazy », *The Baffler*, n° 21, novembre-décembre 2012. Le titre français insiste sur une autre dimension : « Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même » (janvier 2013) qui est une citation de Slavoj Žižek.

³⁴ Voir l'article du *New York Times*, 25 décembre 2012, « Tea Party, Its Clout Diminished, Turns to Fringe Issues », <http://www.nytimes.com/2012/12/26/us/politics/tea-party-its-clout-diminished-turns-to-fringe-issues.html?hp&_r=0>.

³⁵ Thomas E. Mann & Norman J. Ornstein, « Finding the Common Good in an Era of Dysfunctional Governance », *Daedalus*, April 26, 2013. Une thèse que reprend Chomsky, <https://www.amacad.org/publications/daedalus/spring2013/13_spring_daedalus_MannOrnstein.pdf>.

politique claire, car le parti démocrate ne suit pas la même pente de radicalisation à gauche que les républicains à droite.

Encore une fois, l'élection présidentielle américaine de 2012 a été un show qui a coûté des milliards de dollars et dont l'enjeu était un choix entre « le mal et le pire », pour reprendre une expression de Serge Halimi, puisque les plus grandes différences réelles entre républicains et démocrates renvoient surtout à des phénomènes de société et non à l'inégalité et à la paupérisation³⁶. Les premières mesures d'Obama depuis sa réélection confirment cette impression³⁷. Néanmoins, comme tous les mouvements populaires de protestation, *Occupy* a préparé le terrain pour d'éventuelles avancées démocratiques. L'extrême droitisation des républicains, qui est en partie rhétorique, est dangereuse, même pour le monde des affaires. *Occupy* contribue à disséminer un discours qui pourra, peut-être, favoriser les réorientations progressistes à venir, comme le montre le succès relatif de la campagne de Bernie Sanders. Thomas Frank nous invite à chercher les raisons qui expliquent les échecs répétés de la gauche, mais il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de la réapparition d'un discours de justice sociale. Les grèves courageuses, mais minoritaires, des employés de Wal-Mart en novembre 2012 s'arc-boutent sur le même discours de justice sociale. La lutte pour un salaire minimum de 15 \$ de l'heure également. *Occupy* a eu le mérite de garder la flamme progressiste en vie aux États-Unis.

Les critiques visant *Occupy* néanmoins pointent l'une des faiblesses des mouvements de protestation issus de la société civile, hors des institutions politiques traditionnelles. Le renouvellement des thèmes et des formes de protestation apporte une nouvelle mobilisation, notamment chez les plus jeunes, puis, soit les mouvements s'essoufflent, sont rattrapés par une certaine routinisation, ou bien se fondent dans une structure traditionnelle

³⁶ *Le Monde diplomatique*, « Tentation du pire », septembre 2012. Voir également, sur les affinités entre républicains et démocrates : Bruce A. Dixon, « Closer Than You Think : Top 15 Things Romney and Obama Agree On », <<http://blackagenda-report.com/content/closer-you-think-top-15-things-romney-and-obama-agree>>, ainsi que Pierre Guerlain « Polarisation et désintérêt pour la démocratie aux États-Unis » *Huffington Post*, 7 septembre 2012, <http://www.huffingtonpost.fr/pierre-guerlain/analyse-elections-États-unis_b_1864718.html?utm_hp_ref=elections-americaines>.

³⁷ Voir Pierre Guerlain : « Obama : *allegro ma non troppo* », *Huffington Post*, 7 novembre 2012, <http://www.huffingtonpost.fr/pierre-guerlain/victoire-obama-elections-americaines_b_2088014.html>.

qui en vient à jouer le jeu habituel des institutions établies, comme le cas Syriza pour la Grèce semble l'indiquer. Dans le cas des États-Unis, la colère, instrumentalisée ou pas, produit des effets politiques qui ont du mal à obtenir une traduction politique efficace à gauche. À droite, l'héritage du *Tea Party* produit le chaos à l'intérieur du Parti républicain et explique en partie son échec à la présidentielle de 2012 et la paralysie au Congrès³⁸. Un groupe encore plus réactionnaire, le Freedom Caucus, a doublé le *Tea Party* au Congrès³⁹. Le mouvement *Black Lives Matter* tente d'éviter l'isolement protestataire en interpellant tous les responsables politiques. L'expérience d'*Occupy* peut être une leçon. Si la protestation ne quitte pas la marge, elle n'a aucune chance d'aboutir ; si elle rejoint des formes d'organisation politique traditionnelles, il existe un danger d'absorption par le système qui est remis en cause. C'est entre ces deux pôles que doivent naviguer les mouvements de protestation progressistes. Aux États-Unis comme en France ou au Brésil⁴⁰, la droite a mieux su capter la colère et la protestation que la gauche, trop éparpillée et moins ancrée dans le social.

Résumé :

Cet article passe en revue les deux mouvements de protestation nés en dehors des partis politiques aux États-Unis durant la dernière décennie. L'une démagogique et réactionnaire, le *Tea Party*, qui est en fait une nébuleuse de divers mouvements, et l'autre, progressiste, *Occupy Wall Street*, qui s'inscrit en opposition aux dérives de la finance et à la montée des inégalités. Ces deux mouvements semblent avoir quitté le devant de la scène en 2015, mais ont tous les deux laissé des traces : le Parti républicain ne cesse de dériver vers la droite extrême sous l'influence des ultras du *Tea Party* et, à gauche, le thème de l'inégalité a fait une réapparition marquée dans les campagnes électorales, notamment avec un candidat aux primaires démocrates, Bernie Sanders, se réclamant du socialisme, ce qui n'était plus arrivé aux États-Unis depuis presque un siècle.

³⁸ Un article de John Nichols dans *The Nation* le dit sans ambages : « Le GOP (Parti républicain) est devenu le parti du chaos. », <<http://www.thenation.com/article/kevin-mccarthy-exit-proves-what-we-already-know-the-gop-is-completely-dysfunctional/>>. Paul Krugman le dit fréquemment aussi, voir, par exemple, le 9 octobre 2015, <http://www.nytimes.com/2015/10/09/opinion/its-all-benghazi.html?_r=0>.

³⁹ Voir Elizabeth Drew, « Congress : Reign of the Implacables », *New York Review of Books*, 9 octobre 2015.

⁴⁰ Lire Laurent Delcourt, « Un Tea Party tropical ? L'inquiétant réveil de l'ultradroite au Brésil », *Recherches internationales*, n° 102, janvier-mars 2015, p. 7-24.